

# 1944 : la « bombe volante » d'Hitler ou la naissance du drone de combat

Category: 1942-1945, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Armement, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest, Mémoire vivante, Technologies  
8 octobre 2025



Le 13 juin 1944, un étrange nouvel avion apparut dans le ciel anglais. Alors que la Royal Air Force était habituée à effectuer des vols d'urgence pour intercepter les chasseurs et bombardiers allemands en provenance d'Europe continentale, cette nouvelle menace était différente. Il était sans pilote. Décrit par des observateurs perplexes comme un « avion sans pilote », il était équipé d'ailes, d'un réacteur et d'une ogive qui provoquait des dégâts explosifs considérables à l'impact. Son moteur s'est arrêté en plein vol peu avant de s'écraser sur ses cibles. Il était autoguidé. Il s'agissait du Fieseler Fi 103, ou Vergeltungswaffe 1, plus connu sous le nom de « bombe volante » V-1, souvent qualifié de premier missile de croisière. Mais le V-1 pourrait plus précisément être décrit, dans la nomenclature actuelle, comme un véhicule aérien sans pilote (UAV) - et plus précisément, comme le premier drone suicide.

Comme les drones actuels, le V-1 était peu coûteux à fabriquer et simple à assembler. Son prix abordable, ainsi que les dégâts et la terreur qu'il pouvait infliger, expliquent pourquoi le Troisième Reich a choisi d'investir dans sa production alors que la guerre s'éternisait. La pénurie de main-d'œuvre, une économie sous pression, croulant sous les coûts de la guerre, et

une baisse générale du moral de la population civile affaiblissaient la capacité de l'Allemagne à soutenir son effort de guerre. Adolf Hitler espérait que le V-1 se révélerait une véritable Wunderwaffe, ou « arme miracle », capable de renverser la situation face aux Alliés et de remporter une victoire rapide.

Une arme en avance sur son temps Le V-1 était sophistiqué pour son époque. Il était préprogrammé pour trouver sa cible et pouvait corriger sa trajectoire automatiquement. Un système de pilotage automatique avancé, réglé avant le lancement, permettait de programmer la portée, l'altitude et même les conditions de vent auxquelles il devait s'adapter, selon le Deutsches Museum allemand. L'avion pouvait ajuster sa trajectoire en vol grâce à un altimètre barométrique, un compas magnétique et un gyroscope intégrés. Un télémètre, entraîné par son hélice, l'aidait à atteindre sa cible. Le V-1 était équipé d'une ogive de 820 kg et se déplaçait à une vitesse pouvant atteindre 640 km/h. Surnommé « bombe bourdonnante », il était tristement célèbre pour son bourdonnement, qui devenait ensuite mortellement silencieux avant l'impact. Il lui fallait entre 15 et 30 minutes pour atteindre une cible. Une seule explosion pouvait raser des bâtiments et tuer des centaines de personnes d'un coup. Outre son autonomie, le V-1 présentait d'autres similitudes avec les drones actuels. Comme plusieurs variantes de drones modernes, dont le Kratos XQ-58A Valkyrie, le V-1 pouvait être lancé via une rampe inclinée. Comme c'est souvent le cas dans la guerre moderne des drones, il était déployé en essais. De même, comme beaucoup de drones actuels, les V-1 pouvaient être lancés depuis d'autres avions en vol. Selon la chaîne d'information Norddeutscher Rundfunk, des centaines de V-1 ont été lancés avec succès depuis des bombardiers Heinkel 111 pendant la guerre.

(...)

**Lire la suite dans *Military Times***

**Zita BALLINGER FLETCHER**

Publié sur *Military Times*

26 septembre 2025

*Zita Ballinger Fletcher a précédemment été rédactrice en chef des magazines Military History Quarterly et Vietnam, et historienne à la Drug Enforcement Administration (DEA) américaine. Elle est titulaire d'une maîtrise en histoire militaire avec mention.*

*Légende photo : Gros plan sur la « bombe volante » V-1 utilisée par l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Son ogive contenait plus de 820 kg d'explosifs. (Archives d'État polonaises)*

---

## [Conflit armé longue durée : L'armée](#)

# israélienne à l'épreuve du temps

Category: 2020-2030,Actualités

8 octobre 2025



## **L'armée israélienne à l'épreuve du temps : Enjeux et défis d'un conflit de longue durée**

**Face à une situation particulièrement complexe et dangereuse pour Israël, vient l'interrogation sur la capacité réelle dont il dispose pour mener un conflit prolongé. Peut-il encore soutenir un effort militaire aussi intense sur plusieurs théâtres d'opérations sans compromettre son modèle stratégique ? Ses forces armées, malgré leur supériorité technologique affichée et leur préparation revendiquée pour les conflits asymétriques, peuvent-elles faire face à une guerre d'usure imposée par un ensemble d'adversaires aux stratégies diversifiées et pas nécessairement coordonnées ?**

Le 7 octobre 2023, le Hamas lance depuis Gaza une attaque massive et multidimensionnelle contre Israël—la plus meurtrière qu'il ait connu depuis sa création en 1948, avec environ 1200 morts et 251 personnes capturées. Outre le bilan humain, cet épisode marque également un point de non-retour pour la défense israélienne. Avec 3000 roquettes tirées en une journée, des incursions terrestres inédites (par les airs avec des parapentes motorisés, par la terre en franchissant les barrières de sécurité avec des explosifs et par la mer avec des commandos), une réactivité israélienne jugée *a posteriori* particulièrement lente, de flagrantes failles dans

l'appareil sécuritaire de l'État hébreu ont fait surface.

Pis encore, Tel Aviv s'est depuis enlisé dans un conflit à plusieurs fronts, menaçant d'une part son modèle stratégique basé sur la supériorité technologique, la dissuasion (nucléaire) et l'anticipation, et d'autre part sa réputation d'armée la plus puissante du Moyen-Orient, suréquipée face à des voisins aux armements considérés comme obsolètes et peu menaçants. Tsahal mène une guerre de haute intensité dans la bande de Gaza, frôlant la destruction complète de cette zone d'un point de vue matériel, avec plus de 30 000 raids aériens et un contrôle terrestre prolongé visant à défaire le Hamas. Israël lutte aussi contre le Hezbollah libanais, tant sur son propre territoire que dans le Sud-Liban, ce dernier ayant tiré des milliers de roquettes et drones-suicides, forçant l'évacuation massive de localités israéliennes. En mer Rouge encore, les Houthis ciblent des navires qu'ils estiment affiliés à Israël et tentent de contrôler les flux maritimes. À l'est enfin, Israël voit l'Iran enfin répliquer par la force armée aux attaques israéliennes sur son territoire, à l'image de l'attaque de drones iraniens dans la nuit du 13 au 14 avril 2024, après les frappes israéliennes du 1er avril sur le consulat iranien de Damas (côté iranien, l'opération est appelée « Promesse honnête », *va'deh-yé sâdeq* en persan).

Sur le plan interne encore, ces crises et conflits attisent des tensions sociopolitiques déjà lourdes, mêlant contestations du gouvernement Netanyahu, interrogation sur ses objectifs stratégiques réels (récupération des Israéliens détenus par le Hamas ou destruction de ce dernier ?) et critiques de la réforme institutionnelle lancée par ledit gouvernement pour réduire les pouvoirs de contrôle de la Cour suprême. Du fait de ce projet de réforme, c'est non seulement une fracture de la société et de la cohésion nationale qui est engendrée, mais plus concrètement un risque pour la solidité de l'armée israélienne : des milliers de réservistes, notamment dans l'armée de l'air et dans les unités cybernétiques, menacent de ne plus servir. Par ailleurs, la mobilisation massive de plus de 360 000 réservistes — une première depuis la guerre du Kippour, un demi-siècle plus tôt — pressurise l'économie israélienne, qui a vu son PIB reculer de 20 % au quatrième trimestre 2023, sans évoquer la baisse drastique des investissements étrangers.

### **État de la défense israélienne : un appareil militaire sous pression**

Depuis le 7 octobre 2023, la défense israélienne est mise à rude épreuve, contrainte de multiplier les fronts et les opérations. D'inattendues vulnérabilités sont apparues dans son système de sécurité, imposant une réévaluation stratégique, tant la pression continue sur plusieurs fronts : à Gaza et en Cisjordanie, mais aussi en Iran et au Liban. Le budget israélien de défense, l'un des plus élevés au monde avec environ 30 milliards de dollars en 2024 (soit environ 5 % de son PIB), a été rehaussé pour financer l'effort de guerre. C'est une augmentation de quasiment 50 % (environ 55 milliards de shekels, soit 14 milliards de dollars) qui a été décidée en 2024, sans compter 14 autres milliards de dollars d'aide américaine comportant entre autres des livraisons accélérées de munitions et de systèmes d'interception. Malgré ce budget de guerre, c'est environ 250 millions de dollars qui sont quotidiennement consommés par Israël pour ce conflit, éreintant encore plus son économie déjà fragilisée par le ralentissement de sa croissance et la baisse des investissements directs étrangers. L'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant avait d'ailleurs évoqué que le prolongement de la guerre pourrait nécessiter des coupes budgétaires supplémentaires.

L'armée israélienne est par ailleurs autant mobilisée qu'elle subit une tension croissante. Tsahal dispose d'environ 169 500 soldats actifs et 465 000 réservistes, en faisant donc l'une des armées les plus militarisées du monde par rapport à sa population. Après l'attaque du Hamas, Israël a déployé près de 360 000 de ses réservistes, une mobilisation record ajoutant à la pression économique et sociale du pays. Après plus d'un an et demi de conflit enfin, la fatigue morale et physique se fait sentir chez les troupes israéliennes, particulièrement chez les unités sur le front, alors que les délais de rotation sont allongés, réduisant d'autant plus leur moral et leur efficacité opérationnelle. Le Dôme de fer, système israélien de défense antimissile ayant intercepté plus de 90 % des roquettes tirées depuis Gaza, a également été continuellement sollicité par l'intensité des attaques. Face aux frappes avérées et aux menaces balistiques grandissantes, Israël a également déployé la Fronde de David (système d'interception de missiles et roquettes, élaboré en partenariat avec l'entreprise américaine Raytheon) pour intercepter des missiles de plus longue portée, à laquelle se rajoute le système Arrow 3 contre les missiles balistiques iraniens, parachevant sa défense aérienne multicouches.

La réponse iranienne des 13 et 14 avril 2024, plutôt que de démontrer les capacités d'interception israéliennes, en expose plutôt les carences : avec une sommation iranienne de 48 heures avant l'attaque, l'annulation de tous les vols civils dans l'espace aérien israélien, l'assistance armée des États-Unis, de la France, de la Jordanie et du Royaume-Uni, « seulement » 90 % des drones et missiles ont été interceptés. Les 300 drones et missiles tirés par l'Iran à ce moment ne représentent qu'une partie minimale de tout son arsenal, qui pourrait donc lourdement percer la défense israélienne en cas d'attaque massive sans sommation. L'industrie militaire israélienne est par ailleurs au cœur de l'effort de guerre, l'État hébreu étant un acteur incontournable en matière d'armement, avec des entreprises comme Elbit Systems, Israel Aerospace Industries et Rafael, ces dernières ayant augmenté leur production pour répondre à la demande. Cependant, les stocks de certaines munitions—notamment les obus de 155 mm et les missiles intercepteurs—s'amenuisent, aggravant la dépendance aux livraisons américaines et européennes. Si Tsahal reste technologiquement très avancé et possède des alliés occidentaux de poids, l'usure prolongée de son appareil militaire et les multiples fronts ouverts posent avec acuité la question de sa capacité à tenir un conflit de longue durée.

### **Forces de la défense israélienne : atouts stratégiques et militaires**

Tsahal dispose d'indéniables atouts militaires et stratégiques lui permettant de maintenir une haute capacité opérationnelle, malgré le lourd conflit dans lequel il évolue. Son adaptabilité tactique, sa supériorité technologique, le soutien occidental, son renseignement avancé et sa réactivité militaire restent au cœur de sa puissance. Il possède un écosystème de défense en faisant l'une des armées les plus technologiquement avancées au monde, avec une combinaison d'armements de pointe, de cybercapacités (avec son Unité 8200 pour la cybersécurité et la guerre électronique, qualifiée par Peter Roberts, chercheur au Royal United Services Institute de « meilleure agence de renseignement technique au monde, qui se situe au même niveau que la NSA à tout point de vue, sauf l'échelle ») et de systèmes de surveillance. Israël est usuellement considéré comme faisant partie des trois premières puissances mondiales en cybersécurité, avec la Chine et les États-Unis. Il peut ainsi neutraliser les communications adverses, infiltrer les réseaux ennemis et intercepter des données sensibles. L'objectif qu'il s'est fixé est de compenser sa faible profondeur stratégique (lié à son territoire

restreint) par une haute capacité de renseignement et d'anticipation, en théorie. Ses moyens technologiques (SIGINT, écoutes, satellites d'observation Ofek) et son réseau d'espionnage lui octroient des informations capitales sur ses adversaires réels et potentiels. C'est avec de telles capacités de renseignement qu'Israël a pu mener des assassinats de hauts dirigeants du Hamas en 2024, à l'image de Saleh al-Arouri [le 2 janvier] à Beyrouth, Ismaël Haniyeh [le 31 juillet] à Téhéran ou encore Hassan Nasrallah [le 27 septembre], figure historique du Hezbollah libanais, à Beyrouth également.

Pour encore compenser son manque de profondeur stratégique, Tel Aviv peut compter sur la capacité de réaction quasi-immédiate de son armée et de sa réserve (après le 7 octobre 2023, il faut 48 heures pour mobiliser près de 300 000 réservistes) et sur le soutien des États-Unis. Avec le *U.S.-Israel Memorandum of Understanding on Security Assistance* du 14 septembre 2016, ce sont 38 milliards de dollars qui sont fournis sous forme d'aide militaire pour la période 2019-2028. Outre l'approvisionnement en munitions (obus de 155 mm, missiles pour son Dôme de fer notamment), Israël est entre autres le seul État du Moyen-Orient à posséder des chasseurs F-35 et peut compter sur des centaines de tonnes de matériel militaire expédiés par les États-Unis depuis le 7-October, sans oublier le déploiement de leurs porte-avions en Méditerranée et autour du détroit de Bab el-Mandeb. En ajoutant à cela son expérience accrue des guerres conventionnelles ou non (avec plus de dix conflits majeurs depuis 1948), Tsahal sait combattre sur plusieurs fronts à la fois et en environnement urbain (l'armée israélienne a immédiatement développé des unités spécialisées en guerre souterraine et de nouveaux capteurs pour contrer les tunnels du Hamas). Sa capacité d'adaptation et sa doctrine militaire fournie restent des atouts majeurs en sa faveur.

### **Faiblesses et vulnérabilités israéliennes : les limites d'un modèle éprouvé**

L'armée israélienne, bien que connue et reconnue pour son efficacité opérationnelle et sa technologie avancée, fait face à nombre de vulnérabilités et défaillances, menaçant son efficacité dans un conflit de longue durée. Ces faiblesses peuvent engendrer, outre un affaiblissement de la défense israélienne, un profond risque stratégique. La mobilisation prolongée des réservistes depuis octobre 2023 provoque un épuisement physique et psychologique, auquel se couple un plus que fragile équilibre social. Les crises politiques à répétition, les manifestations de masse, les tensions internes et critiques du *modus operandi* de Benyamin Netanyahou ainsi que la réforme judiciaire renforcent un sentiment de fracture sociale.

Outre l'épuisement des soldats et l'érosion de la cohésion nationale, se fait jour une réelle tension sur les stocks de missiles et de munitions guidées, suite aux frappes prolongées sur Gaza et le Sud-Liban. Les difficultés d'approvisionnement rencontrées concernant ces munitions essentielles pour le combat en milieu urbain constituent un facteur pouvant compromettre les futures opérations israéliennes. L'aide américaine envers Israël, à hauteur de 3,8 milliards de dollars, ne semble pas être pour le moment dans le viseur de Donald Trump et de sa politique récente de reconfiguration de l'échiquier international (coupes drastiques de l'aide à l'Ukraine, lourde incitation envers les membres de l'OTAN à rehausser leur budget de défense, retour de la guerre commerciale avec la Chine, etc.). Cependant, des ajustements pourraient survenir à moyen et long terme, et un changement d'administration pourrait avoir un impact si le conflit venait à s'enliser. L'aide militaire américaine constitue donc un facteur stratégique majeur et Israël pourrait se trouver dans une situation vulnérable en cas de

cessation ou de diminution de celle-ci. Enfin le conflit multi-fronts dans lequel se trouve Israël (Gaza, Liban, Iran, Yémen) distend ses capacités humaines et matérielles autant que sa faculté de réaction rapide et de stratégie d'ensemble. En cas de prolongation et d'élargissement du conflit, ce sont bien des limitations opérationnelles qui pourraient alors apparaître, contraignant Israël à prioriser certains fronts.

### **Israël pourra-t-il tenir un conflit destiné à durer ?**

La résilience d'Israël est mise à l'épreuve depuis le 7 octobre 2023. Tsahal démontre certes une puissance militaire redoutable, mais plus dans des conflits courts et intenses que dans des combats persistants aux nombreux épacentres. De sérieuses interrogations sur son endurance stratégique émergent à l'heure où Tel Aviv fait face à ce dilemme : comment maintenir une pression militaire constante tout en évitant l'essoufflement de ses ressources ? Ses bombes guidées JDAM et ses munitions d'artillerie commencent à s'épuiser, son système de défense Dôme de fer se base sur des missiles couteux, le prix unitaire oscillant entre 40 000 et 100 000 dollars et la mobilisation des réservistes et de la société civile s'étiole. Parallèlement, bien que la capacité industrielle israélienne soit avancée, elle ne permet pas une production rapide et en masse de tous les équipements sophistiqués utilisés, à l'image des avions de combat F-35 nécessitant des pièces produites seulement aux États-Unis.

Cette guerre d'usure avantage en réalité les adversaires d'Israël, quand bien même ceux-ci ont pu connaître des revers largement médiatisés par Tel Aviv, à l'image de l'assassinat de hauts dirigeants du Hamas et du Hezbollah. La guerre à Gaza s'éternise et le risque d'escalade avec le Liban et même l'Iran est un scénario plus que possible. Le Hamas maintient une capacité opérationnelle, alors qu'il était décrit comme éreinté après les premières représailles israéliennes fin 2023. L'incapacité de l'État hébreu à éradiquer le Hamas d'un point de vue matériel prélude d'autant plus au fait qu'il ne parviendra pas à vaincre le Hamas d'un point de vue moral et idéologique. Le Hezbollah libanais représente pour Israël une menace encore plus sérieuse, avec un arsenal estimé à plus de 150 000 roquettes et missiles, pouvant potentiellement saturer les systèmes de défense israéliens. Le Hezbollah est encore plus préparé que le Hamas à un conflit prolongé, du fait de ses ressources plus fournies, et une opération israélienne à son encontre serait bien plus couteuse pour Tel Aviv que la guerre en cours à Gaza. Enfin, une potentielle guerre directe et d'envergure avec l'Iran semble être un scénario catastrophe, les implications stratégiques et régionales étant difficilement discernables avec précision.

Le plus grand danger pour Israël semble finalement être l'opinion publique. À l'international d'abord, les opérations israéliennes à Gaza sont régulièrement qualifiées de génocide, tant les actions à Gaza semblent disproportionnées et viser les populations civiles plus que des cibles militaires. La procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël le 29 décembre 2023 devant la Cour internationale de Justice, cette première alléguant d'une violation par le second de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 (dont Israël est signataire) n'en est que l'illustration la plus saillante. À l'échelle nationale ensuite et surtout, la population israélienne semble chaque jour plus divisée sur la stratégie à mener et sur le soutien, ou non, à Benjamin Netanyahu. Or nombre de conflits récents démontrent à quel point l'opinion publique nationale détermine l'issue d'une guerre. Qu'il s'agisse de la France durant la guerre d'Algérie (1954-1962) ou des États-Unis au Vietnam (1955-1975) ou en Afghanistan (2001-2021), des États largement plus puissants que leurs cobelligérants ont

été défaits. Non pas sur le champ de bataille, mais au sein de leurs propres sociétés, celles-ci s'opposant à des conflits perçus comme étant trop longs et coûteux d'un point de vue humain et financier. Un tel scénario pourra alors s'imposer à Israël : on peut gagner une guerre stratégiquement, et la perdre politiquement.

Kevan Gafaïti (\*)

[Aereion 24](#)

(\*) Enseignant du département *Middle East Studies* (Sciences Po Paris) et chercheur du Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas.

---

## [Equipement : Le fusil laser HELMA-LP testé par la France pour ses forces spéciales](#)

Category: 2020-2030,Actualités

8 octobre 2025



**Pas de bruit, pas de lumière, mais de gros dégâts. Voici l'Helma-LP, un fusil laser destiné aux forces spéciales. Il n'est pas conçu pour détruire des drones, mais les**

## **équipements de l'ennemi, en plus de le traumatiser.**

La guerre du futur, c'est déjà maintenant avec des robots, des légions de drones et des canons laser. Hier, Futura évoquait l'utilisation sur le terrain par les forces ukrainiennes du canon laser Tryzoub pour assurer la défense aérienne, aujourd'hui, c'est une arme individuelle futuriste qu'a dévoilée Cilas, une société française.

C'est elle qui a déjà créé le laser Helma-P testé par la Marine nationale et employé pour neutraliser d'éventuels mini-drones lors des JO 2024. La firme a dévoilé une autre innovation avec son Helma-LP, lors du Sofins 2025, un salon confidentiel dédié aux forces spéciales qui s'est tenu dernièrement près de Bordeaux.

Il s'agit d'une sorte de fusil laser futuriste pour sniper posé sur un trépied. Cilas l'a montré sous la forme d'une vue d'artiste avec un design rappelant le type d'arme que l'on a l'habitude de voir dans les films de science-fiction. Si son prototype dévoilé au Sofins reste éloigné de cette présentation, l'arme reste impressionnante. Elle est dotée d'une poignée et d'une crosse de fusil d'assaut avec un long et large tube enfermant le système laser avec. À la place de la bouche du canon, se trouve une grosse optique.

Il s'agit donc clairement d'une arme laser destinée à un fantassin. De manière générale, l'essentiel des armements laser disponibles a pour objectif de neutraliser la nouvelle menace que sont devenus les drones chargés d'explosifs. Mais ce n'est pas le cas pour le Helma-LP. Pour être utilisable, les cibles doivent être statiques. Pas question d'abattre un drone donc. Pour cela, outre l'emploi du canon laser Helma-LP, les forces françaises expérimentent des solutions plus rustiques, comme des tirs de grenaille au tungstène à partir de fusils à pompe. Radical pour trouer la carlingue et la mécanique des mini-drones.

L'Helma-LP répond à d'autres usages beaucoup plus inattendus. Il peut s'agir de neutraliser des toiles d'abris, des camouflages, des caméras de surveillance, des ordinateurs, des radios, ou tout le panel de capteurs électroniques de l'adversaire. Il peut, au besoin, les « griller » ou bien les aveugler. Et pourquoi pas faire exploser à distance, une défense constituée de mines ? L'avantage de cette arme pour les forces spéciales, c'est sa capacité à délivrer un effet de surprise. Ainsi, le coup de laser est silencieux et surtout invisible. Cette menace venue de nulle part a de quoi perturber l'ennemi.

Comme il s'agit d'équiper les forces spéciales, on parle de proximité avec l'ennemi. L'arme a donc une portée limitée à 300, voire 500 mètres avec un faisceau d'un diamètre de 2 cm. Étant donné que ce laser est compact, donc peu puissant, il est nécessaire d'insister sur la cible en pointant le laser durant 5 à 15 secondes. Le fusil ne se suffit pas à lui-même.

Au lieu des munitions, le nerf de la guerre de ces lasers à énergie dirigée reste l'énergie. Pour alimenter l'arme, son opérateur porte des batteries — dont on ne sait rien au niveau technique — dans un sac à dos. Ce que Cilas a communiqué en revanche, c'est que leur poids est d'environ 15 kg.

En tout cas, ce pack de batterie serait capable de donner à l'arme une bonne endurance et d'assurer des coups répétitifs. Étant donné la précision nécessaire et le maintien du pointage sur la cible, on comprend mieux pourquoi l'arme se destine à reposer sur un trépied. Il s'agit d'un véritable travail de sniper. L'Helma-P étant adopté par l'armée française, peut-être que ce

fusil laser innovant est déjà testé et apprécié par les forces spéciales.

Lors du salon SOFINs 2025, dédié aux forces spéciales françaises et organisé près de Bordeaux, la société française CILAS a dévoilé un prototype de fusil laser baptisé HELMA-LP. Ce système portable, conçu pour des missions de neutralisation discrètes et ciblées, marque une nouvelle étape dans le développement des armes à énergie dirigée. Si son apparence évoque les armes futuristes des films de science-fiction, le HELMA-LP est un système fonctionnel développé pour répondre aux besoins opérationnels spécifiques des forces spéciales dans des environnements complexes et exigeants.

Le système HELMA-LP comprend un fusil laser inspiré de la plateforme AR-15, relié via deux câbles à un sac à dos de 15 kg contenant des batteries rechargeables (Source de l'image : Army Recognition)

---

Bien que le HELMA-LP ne soit pas spécifiquement conçu pour contrer les drones comme le HELMA-P, des démonstrations et des tests effectués sur des drones commerciaux comme le DJI Mavic ont montré que même un faisceau laser de faible puissance peut endommager ou aveugler des capteurs optiques sensibles ou faire fondre des objectifs de caméra en plastique. Un effet similaire a été observé avec le système turc Gökberk développé par Aselsan, où une courte exposition à un faisceau laser a neutralisé efficacement des drones légers sans nécessiter une puissance de sortie élevée.

Le déploiement d'armes laser telles que le HELMA-LP s'inscrit dans une tendance mondiale plus large vers le développement des technologies à énergie dirigée, motivée par le besoin croissant de neutraliser rapidement et discrètement des menaces de plus en plus diverses, notamment les drones, les capteurs et les systèmes électroniques. Les États-Unis, pionniers dans ce domaine, ont intégré des systèmes comme le DE M-SHORAD et le HEL (High Energy Laser) à bord de véhicules blindés et de plateformes navales, tandis que la Chine, la Russie, Israël, l'Allemagne et la Turquie ont également réalisé des investissements importants dans le développement d'armes laser sur terre, en mer et dans les airs. Cette course technologique reflète une volonté stratégique d'acquérir des outils défensifs rentables réduisant la dépendance aux munitions conventionnelles tout en permettant des capacités d'engagement silencieuses, instantanées et difficiles à tracer.

D'un point de vue industriel, ces systèmes constituent également des plateformes innovantes pour les entreprises de défense qui cherchent à diversifier leurs portefeuilles face à l'évolution des menaces. Des groupes comme Lockheed Martin, Rheinmetall, Aselsan, Raytheon, Norinco et CILAS en France multiplient les programmes de démonstrateurs pour répondre à des besoins militaires spécifiques tels que la protection de sites, la neutralisation de drones et le soutien aux forces spéciales. Le développement de ces technologies repose non seulement sur la maîtrise de sources laser compactes et durables, mais aussi sur la capacité à stocker et à délivrer efficacement de l'énergie. À ce titre, les armes à énergie dirigée représentent un domaine clé pour l'innovation à double usage, tant dans le secteur militaire que civil, notamment dans des domaines comme les systèmes de batteries et l'ingénierie optique.

Site : [Futura Sciences](#)

09 mai 2025

---

# Vers une stratégie durable pour la maintenance des équipements militaires

Category: 2020-2030,Actualités  
8 octobre 2025



**Pour s'adapter aux bouleversements géopolitiques, la France a dévoilé une nouvelle feuille de route pour son industrie de défense. L'augmentation de la production, la refonte des normes et le développement de pôles d'excellence régionaux sont au cœur de cette stratégie.**

**Commentaire AASSDN :** L'industrie de Défense française s'articule autour de 9 grands groupes (*Thalès, Dassault, Safran, Naval Group, Airbus, KNDS<sup>1</sup>, MBDA, TechnicAtome, Arquus*), reliés à environ 4 000 sous-traitants (ETI, PME, TPE, laboratoires et centres de recherche). Ce réseau d'entreprises est un atout majeur pour assurer à la France sa souveraineté dans le domaine de la Défense . En outre, ce réseau lui fournit des outils lui permettant de nouer des partenariats stratégiques avec des pays qui souhaitent ne pas être totalement dépendants de tel ou telle grande puissance (Etats-Unis ou Chine notamment ) tout en disposant de matériels de la meilleure qualité.

Par ailleurs, c'est un atout pour notre économie tant par les exportations qu'elle réalise (la France est 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> exportateur mondial selon les années) que par le fait que l'essentiel des armements est produit en France.

Notons que les centres de recherche et les processus de fabrication de certains équipements de haute technologie, sont particulièrement visés par les Services de nos compétiteurs. C'est pourquoi la France se doit de maintenir, voire renforcer son excellence scientifique et d'assurer la meilleure protection contre les ingérences étrangères.

<sup>1</sup> En 2015, les sociétés Nexter et Krauss Maffei Wegmann (KMW), respectivement systémier intégrateur du Leclerc et du Leopard, se sont regroupées au sein de KNDS afin de devenir le leader européen de la défense terrestre.

Le 24 octobre 2024, sur le site Maîtrise NRBC de la Direction générale de l'Armement à Vert-le-Petit, le Ministre des Armées Sébastien Lecornu a dressé la feuille de route que tâchera de suivre l'industrie de défense nationale pour les années à suivre. Un mot d'ordre : relancer « *l'esprit pionnier* ». Une question se pose alors : quelles sont les forces qui motivent la transformation de la base industrielle et technologique de défense (BITD), et comment y parvenir ?

## **Impulsions et transformations**

D'abord, la priorité est d'augmenter les cadences de production. Depuis février 2022, l'industrie de défense française se prépare à l'éventualité de passer en économie de guerre, avec des mesures concrètes prises par certains des principaux groupes français. Dans cette optique, MBDA a annoncé son intention de [produire 40 missiles Mistral-3 par mois à l'horizon 2025](#), ce qui revient à doubler sa production mensuelle actuelle. De son côté, la DGA apporte une nouvelle forme de support aux entreprises du secteur, [avec la création de la Direction de l'industrie de Défense](#).

## **L'Île-de-France : l'excellence terrestre, spatiale et électronique**

La région parisienne est spécialisée dans les questions spatiales, électroniques et terrestres. Le plateau de Versailles-Satory est le lieu d'implantation de plusieurs grandes entreprises à la réputation mondiale comme KNDS France (ex-Nexter), Arqus mais aussi des institutions étatiques comme la Section Technique de l'Armée de Terre. Utilisé dès l'entre-deux-guerres comme terrain d'entraînement militaire, le plateau de Satory sera de plus en plus utilisé à partir des années 1960-1970. Le plateau se transforme en 2020 avec la création de nouvelles pistes d'essais destinées aux besoins de R&D de l'Armée de terre et plus généralement de l'industrie de défense française. La région francilienne n'est pas en reste dans le domaine de l'électronique, notamment par le nombre important de clusters et des laboratoires innovants, à l'image de Paris Saclay et de l'École Polytechnique. [Le secteur spatial](#) est quant à lui représenté par Ariane Groupe, Thalès, Airbus Defence and Space et Aresia.

## **L'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine : le cœur de l'aéronautique**

L'aéronautique est particulièrement bien développée en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine, régions qui abritent de nombreux sites et entreprises majeurs, comme [Dassault Aviation à Mérignac et Biarritz](#), ou encore [Safran](#) et [Airbus Defence & Space à Toulouse](#). Cette concentration géographique est également le fruit d'une histoire riche. En effet, la création en 1915 du Centre d'Instruction des Spécialistes de l'Aviation à Bordeaux, ainsi que l'établissement de nombreuses bases aériennes dans la région, ont contribué à l'ancrage historique des industriels de l'aéronautique dans cette partie de la France.

## **La région Provence-Alpes-Côte d'Azur : territoire de l'Aéronavale**

L'industrie aéronavale est très présente en PACA, avec des entreprises comme [Dassault Aviation à Istres](#), [Airbus Helicopters à Marignane](#) et [Naval Group à Ollioules](#). Cette présence s'explique par le fait que le [premier hydroaéroplane](#) a été conçu localement, créant un environnement propice au développement de ce secteur. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, une partie des avions de chasse et des hydravions y a été produite. Post-1945, plusieurs entreprises se sont installées dans la région, notamment la *Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est*. Aujourd'hui, la région demeure [un endroit clé dans la production et la construction d'armement et d'équipements aéronavals](#), tout en développant régulièrement la recherche et l'innovation.

## **La Bretagne et la Normandie pour la puissance navale**

Autre pôle d'excellence, les régions bretonne et normande se sont spécialisées dans l'industrie navale, avec des implantations du géant *Naval Group* à Brest, Lorient, Nantes-Indrets et Cherbourg. L'entreprise emploie plus de 3 000 salariés en région normande, notamment sur le [site de Cherbourg](#).

Cependant, cette territorialité se manifeste également en dehors des principaux pôles. Par exemple, on peut citer [Eurengo](#), spécialiste des poudres et des explosifs, à Bergerac, ainsi que les différents sites de MBDA à Selles-Saint-Denis et à Bourges, sans oublier le site historique de production de KDNS France à Roanne. [En plus de dynamiser économiquement des régions parfois en marge](#), cette territorialité pourrait être renforcée pour constituer une véritable force de production, notamment grâce à l'implantation d'un réseau de réservistes de la DGA.

## **Des industriels étatiques en recherche d'efficacité**

Si les grands maîtres d'œuvre industriels privés sont répartis sur tout le territoire français, c'est également le cas des institutions de l'État chargées des questions d'armement et de sa maintenance. Dispersées dans toutes les régions de France, les industriels d'État sont des exemples du maillage territorial des services publics de l'armement : la [Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres](#), le [Service de la maintenance industrielle terrestre](#) à Versailles ainsi que les [12ème](#), [13ème](#) et [14ème](#) base de soutien du matériel, le [Service de Soutien de la Flotte](#) à Paris, Brest et Toulon, mais aussi la [Direction de la Maintenance aéronautique](#), qui est implantée sur 17 sites différents à travers la France. La DGA est elle aussi répartie sur des [centres d'expertises et d'essais](#) dans diverses régions.

Le 2 octobre 2024 paraît le rapport d'information n°4, par la Commission des finances, à propos du [maintien en condition opérationnelle des équipements militaires](#). Cette étude a révélé que, malgré des efforts conséquents, le maintien en condition opérationnelle ne répond pas aux besoins actuels. Les problèmes concernant la disponibilité des matériels et le coût élevé des contrats de maintenance sont trop importants. En outre, il est question de repenser la stratégie de maintenance de l'armement français, en impliquant de façon plus directe les TPE-PME françaises. Il est par ailleurs fait mention de la possibilité de ré-internaliser une partie de la maintenance militaire, ce qui sous-entend de renforcer le maillage territorial de la maintenance. La question de l'état des recrutements a également été mentionnée, notamment la fidélisation et la formation des personnels de la maintenance militaire et du secteur de l'armement en général.

## **L'humain et la formation : moteurs de développement**

Si la voie royale pour devenir ingénieur de l'armement reste Polytechnique et l'École nationale supérieure de techniques avancées, les concours restent ouverts à tous les diplômés d'écoles d'ingénieurs. En dehors des grands corps d'ingénieurs, les universités proposant des maîtrises « Défense et Sécurité » ou des cursus d'intelligence économique intéressent de plus en plus à la fois les entreprises, mais aussi les [services de la DGA](#).

Du point de vue opérationnel, il est tout à fait possible de développer et de renforcer l'intérêt du monde ouvrier et technique pour l'industrie de défense. MBDA et *Naval Group* l'ont fait, avec respectivement [2 600](#) et [4 500](#) recrutements au cours des dernières années. Pour accélérer cette capacité à recruter, il faut également offrir plus de visibilité aux entreprises et aux institutions. Uniquement au travers de la filière de la maintenance en condition opérationnelle, [25 formations certifiantes](#) sont ainsi proposées par le ministère des Armées et des Anciens combattants, dont plusieurs bacs professionnels et un certain nombre de BTS. En renforçant le lien Armée-Nation, voir même BITD-Nation, ainsi que la formation à tous les échelons de la BITD, la France participe à donc sa souveraineté. Ainsi, le secteur de l'armement doit se réformer, recruter et impulser si il veut retrouver son esprit « pionnier ».

**Theo MOREAU** pour le [club Défense de l'AEGE](#)  
**22 novembre 2024**

---

## **[L'armée française n'est qu'un tigre de papier sans stocks de munitions](#)**

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Géopolitique,Livres et publications,Services français  
8 octobre 2025



**La guerre en Ukraine démontre chaque jour que l'accès aux munitions et missiles représente la condition essentielle pour tenir face à un adversaire dans un conflit de haute intensité. Sans cela, la bravoure des soldats pourrait s'avérer vaine au bout de quelques semaines, voire de quelques jours...**

**Commentaire AASSDN :** L'article ci-dessous signé par le Groupe Mars\* et paru dans *La Tribune*, évoque la remontée en puissance de notre armée et en particulier la production de matériels et la reconstitution des stocks de munitions. Mais en réalité, la France paie aujourd'hui la réduction continue de la part de son PIB qu'elle a consacré à sa Défense pendant plus de 35 ans. En 1980 l'effort de défense était de 3% du PIB (pourtant après 2 chocs pétrolier), en 2015 cet effort ne s'élevait plus qu'à 1,5% du PIB. Il devrait remonter à 1,9% en 2024 et à 2% en 2030. A ce rythme (+ 0,5 % en 15 ans de 2015 à 2030) il faudra ensuite 30 ans pour passer de 2% à 3% du PIB, soit en 2060 !

En outre il faudra compenser les centaines de milliards qui n'ont pas été investis dans les armées pendant ces décennies où la part du PIB a été et restera inférieure à 3%, chiffre considéré comme un niveau minimal (indispensable et supportable) pour disposer d'une armée au niveau des missions vitales que la France se fixe. Mais au regard des nouvelles menaces et technologies, et avec un effort de seulement 3% pour sa Défense la France se doit de hiérarchiser ses priorités capacitaires afin d'assurer avant toute chose la défense de l'intégrité du territoire (Métropole, DROM-COM et ZEE) et la protection de sa population (en France et expatriée).

### **Extraits de l'article du groupe Mars**

Entre les objectifs du discours sur l'économie de guerre et la réalité des engagements budgétaires, il faut être clair : le compte n'y est pas - et de très loin ! La guerre ne se gagne pas avec des mots et des postures, aussi brillantes soient-elles. Elle se gagne avec les matériels et les munitions dont disposent nos soldats. Entre les objectifs du discours sur l'économie de guerre et la réalité des engagements budgétaires, il faut être clair : le compte n'y est pas - et de très loin ! Pourtant, cette situation n'est pas nouvelle. Déjà lorsque les troupes françaises

ont été déployées en Afghanistan il y a plus d'une décennie, nos soldats tiraient le diable par la queue faute de stocks adéquats.

La situation vécue aujourd'hui par les armées ukrainiennes devrait pourtant produire un sursaut. Faut-il rappeler que l'artillerie ukrainienne consomme chaque jour un nombre d'obus correspondant à ce que notre industrie peut fabriquer en un mois ? Depuis trois décennies, les armées ont vu leurs stocks de munitions et de missiles se réduire sans cesse pour ne conserver qu'un niveau minimal et aboutir à une « *armée bonzaï* ». Cela ne peut pas fonctionner : dès que nos soldats sont engagés en opération, l'absence de munitions met rapidement en danger nos soldats qui n'ont plus les moyens nécessaires pour conduire leurs missions, voire pour se protéger des forces adverses.

### **Stocks échantillonnaires**

Le constat de stocks échantillonnaires dépasse les frontières de l'Hexagone. Le général Richard Barrons, ancien chef d'état-major britannique, déclarait en février 2023 qu'après des années de réduction des livraisons, « *pour certains types d'armes clés, l'armée serait à court de munitions après une après-midi chargée* ». Il estimait que le Royaume-Uni disposait de stocks permettant uniquement de soutenir un engagement de haute intensité pendant une semaine environ.

Le principe de stricte suffisance fonctionne bien dans la dissuasion nucléaire mais il est trompeur, voire criminel pour les munitions et les missiles. La dissuasion fonctionne sur le principe de non-emploi, c'est-à-dire que l'existence de ces armes doit empêcher en soi une action de l'ennemi. Pour les munitions et les missiles, il est nécessaire d'engager ces armes face à l'adversaire pour le contraindre à revoir ses plans et lui imposer notre volonté. C'est pourquoi, dans les armes conventionnelles, la quantité est une qualité en soi.

Il est difficile de connaître l'état des stocks de munitions, car il s'agit d'une donnée classifiée, et donc de jauger la pertinence des stocks actuels. Toutefois, il est très probable que la France et ses principaux alliés soient dans une situation semblable à celle du Royaume-Uni compte tenu des commandes très réduites qui ont été passées au cours des dernières années. Une situation des plus préoccupantes...

### **Le stock vient avant le flux**

Entre les objectifs du discours sur l'économie de guerre et la réalité des engagements budgétaires, il y a un grand écart évident. Imposer un changement de tempo à l'industrie, qui a fonctionné à rythme ralenti pendant des années, était nécessaire mais ce changement de cadence et de volume ne peut être efficace qu'en accroissant aussi la taille des stocks à pourvoir.

Il ne faut pas confondre la logique de flux et la logique de stocks. Certes, l'industrie a réussi à accroître ses cadences de production de manière somme toute rapide en quelques mois, mais cet effort peut être vain si les armées ne révisent pas les stocks dont elles doivent disposer. Du point de vue militaire, le stock vient avant le flux, car il permet d'encaisser le choc de la bataille. Et le flux est nécessaire pour maintenir le niveau des stocks de manière à préserver une capacité d'engagement permettant de contenir l'adversaire et, si possible, de le repousser.

Afin d'être capables de répondre à une menace majeure (la pierre d'angle de toute défense efficace et crédible), deux objectifs sont prioritaires : accroître les stocks de munitions et augmenter la capacité de production. Ces deux dimensions sont liées. Les commandes justifient un accroissement des capacités de production en augmentant les moyens de fabrication et en accroissant les achats intermédiaires. Une capacité de production plus importante permet de régénérer rapidement les stocks en cas de consommation accélérée ou inattendue.

## **Un changement de tempo de l'État**

Le changement de tempo doit concerner l'État tout autant que l'industrie. *It takes two to tango...* Jean-Dominique Merchet soulignait le 22 février 2024 sur France Info que passer en économie de guerre, « *cela veut dire des commandes. L'industriel ne va pas produire s'il n'a pas de commandes* ». Ceci est en particulier vrai pour les PME et ETI qui n'ont pas une trésorerie aussi importante que les grands groupes qui, eux, dépendent des livraisons de leurs partenaires industriels pour être en mesure de répondre aux besoins des armées.

Rheinmetall va produire 700 000 obus en 2024 tous pays confondus, alors que la France peut en produire seulement 3 000 par mois (ce qui représente déjà un triplement de la production par rapport à 2022). Il n'y a pas là de miracle. En 2023, le groupe allemand a conclu un accord-cadre avec la Bundeswehr d'une valeur globale de 1,2 milliard d'euros d'ici à 2029. Ceci explique que Rheinmetall puisse investir 300 millions d'euros pour agrandir sa capacité de production à Unterlüß.

Le Royaume-Uni a passé des commandes de munitions à BAE Systems pour 430 millions de livres sterling en 2023, qui font partie d'un accord-cadre de 2,4 milliards sur 15 ans appelé *Next Generation Munitions Solution*. Pour Charles Woodburn, PDG de BAE Systems, ce partenariat stratégique de long terme avec le ministère britannique de la Défense « *permettra d'augmenter considérablement la production et de maintenir une capacité souveraine vitale pour fournir des munitions de pointe* » (obus de 155 mm et 30 mm et cartouches de 5,56 mm).

Même des pays plus petits s'engagent dans ces contrats pluriannuels. Ainsi, la Belgique négocie actuellement un contrat d'une valeur de 1,7 milliard d'euros avec FN Herstal, qui permettra d'ouvrir de nouvelles lignes de production.

## **De la constance**

La constance est un élément important pour disposer des capacités industrielles adéquates. Le ministère des Armées examine en ce moment la réimplantation en France d'une capacité de production de munitions de petits calibres. Rappelons qu'un projet similaire piloté par Thales, NobelSport et Manurhin avait été envisagé sous Jean-Yves Le Drian en 2017. Si Florence Parly et Bercy n'avaient pas arrêté ce projet considéré non viable économiquement, la France serait aujourd'hui autonome en la matière. Pourtant, ces activités ont toujours été rentables en Allemagne, Scandinavie, Suisse, Italie, République tchèque... qui n'ont pas pour autant des besoins nationaux si différents de ceux de la France.

La constance est d'autant plus importante qu'accroître la production de munitions et de missiles prend du temps, plus encore s'il s'agit de développer de nouveaux moyens industriels. Grâce à son contrat-cadre au Royaume-Uni, BAE Systems va multiplier par huit sa capacité de

production d'obus de 155 mm. Pour Woodburn, l'une des leçons du conflit en Ukraine est que, même si les entreprises peuvent accroître l'utilisation de l'outil industriel existant, *« il y a des limites à ce que vous pouvez faire (...) Vous pouvez quasiment doubler votre débit en ajoutant des équipes et en exploitant votre capacité jusqu'à saturation, mais vous ne pouvez pas faire plus que doubler le volume de livraisons »*.

Pour doubler ce volume, ajoute-t-il, cela prend du temps : il faut anticiper un délai de l'ordre de deux ans. Il s'agit ici d'une deuxième dimension essentielle : matériels, munitions et missiles sont des équipements complexes, requérant des multiples étapes de fabrication qui impliquent de nombreuses entreprises. Il n'est donc pas possible de commander à la dernière minute. L'enjeu porte notamment sur l'approvisionnement en matières premières et en produits élaborés de base comme les explosifs.

Cela veut dire que si l'État commande aujourd'hui, la filière industrielle ne sera pas capable de livrer le matériel correspondant avant plusieurs mois, voire plusieurs années. Même aux États-Unis, en dépit d'une industrie gigantesque comparée à celle de la France, les livraisons nécessitent des délais incompressibles en dépit de capacités industrielles prêtes à l'emploi. Pour produire un missile Patriot, il faut entre 35 et 40 mois.

### **Commandes pluriannuelles**

Des commandes pluriannuelles (et non de vagues promesses qui n'engagent que ceux qui y croient) sont essentielles pour justifier des investissements massifs, longs à mettre en œuvre et nécessitant plusieurs années de production pour être amortis. Faute de commandes, serait-il raisonnable pour une entreprise d'accroître ses investissements et de produire par anticipation *« juste au cas où »* ?

Les stocks de munitions et de missiles ont bien entendu un coût. Au Royaume-Uni, le général Barrons estimait en 2023 dans une tribune publiée par le [Sun](#) que *« reconstruire l'armée afin qu'elle puisse faire face à une attaque surprise russe coûterait 3 milliards de livres sterling en plus des dépenses déjà programmées chaque année pendant la décennie à venir »*.

Un chiffre équivalent serait certainement nécessaire pour la France au-delà de ce que la LPM 2024-2030 prévoit déjà : 16 milliards d'euros (2,3 milliards par an). Ce montant peut sembler important, mais il faut garder en tête qu'un obus de 155 mm coûte 4 000 euros pièce, un obus intelligent type Bonus 30 000 euros, un missile Mistral 300 000 euros et un missile Aster 2 millions d'euros. Compte tenu des niveaux de consommation en situation de guerre, les budgets actuels sont nettement insuffisants et ne couvrent que les besoins déjà identifiés avant 2022.

### **Un tigre de papier**

Cette approche par la dépense est d'ailleurs la raison qui a conduit les décideurs publics, quelle que soit leur couleur politique, à réduire progressivement les stocks. Cependant, tout coût doit être mis en parallèle avec les bénéfices attendus. Ils constituent une assurance pour la sécurité internationale de la France à deux niveaux.

D'une part, les armées doivent être en mesure d'assurer dans la durée une réponse militaire à une menace. Sans de tels stocks, une armée n'est qu'un tigre de papier dont la réalité apparaît

rapidement après le choc de l'affrontement. Que peuvent faire les troupes les mieux aguerries sans les moyens de leurs actions ? La constitution de stocks à bon niveau est une nécessité pour garantir de pouvoir tenir face à l'adversaire, comme le montrent une fois encore les difficultés que rencontrent les troupes ukrainiennes ces dernières semaines.

D'autre part, les stocks de munitions et de missiles participent de la protection de la France en crédibilisant notre capacité à faire face à une agression. En effet, l'épaisseur des moyens a, en soi, un effet dissuasif car l'adversaire doit en tenir compte lorsqu'il estime ses chances de victoire. Qui s'y frotte s'y pique... À l'inverse, l'absence de stocks peut donner à l'adversaire le sentiment qu'il pourrait rapidement nous faire plier.

De ce fait, les stocks sont certes une dépense mais ils contribuent en même temps à la posture de défense en crédibilisant nos armées dans leur capacité à agir et à tenir. Ils représentent un investissement qui entre pleinement dans l'équation de notre sécurité internationale et doivent être considérés au-delà d'une évaluation purement budgétaire. Une conclusion s'impose : nous ne sommes pas prêts à faire face à un contexte de guerre majeure face à un pays doté de moyens militaires conséquents. En conséquence, la France doit accroître les stocks de munitions pour garantir sa sécurité.

*\* Le groupe Mars, constitué d'une trentaine de personnalités françaises issues d'horizons différents, des secteurs public et privé et du monde universitaire, se mobilise pour produire des analyses relatives aux enjeux concernant les intérêts stratégiques relatifs à l'industrie de défense et de sécurité et les choix technologiques et industriels qui sont à la base de la souveraineté de la France.*

*Crédit image : Nexter*

---

## **Réarmement Français : le défi des poudres et explosifs**

Category: 2020-2030,Actualités,Documents PDF,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Géopolitique  
8 octobre 2025



L'AASSDN partage cet article écrit par Alain Darney, un professionnel expérimenté dans le domaine des poudres et explosifs, principalement à usage militaire. Il met en lumière les défis auxquels la France est confrontée pour reconstruire sa filière d'armement face aux besoins actuels. Darney, ayant travaillé de 1971 à 2004 dans divers établissements de fabrication de poudres et d'explosifs, souligne les faiblesses de la France en matière d'armement, exacerbées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine et le soutien des pays occidentaux à l'Ukraine.

L'auteur retrace l'histoire de l'industrie des poudres et explosifs depuis l'époque de Colbert, mettant en avant l'évolution de la fabrication de la poudre noire aux poudres modernes et explosifs militaires. Il note le passage de la gestion des poudreries sous l'égide de l'État à la SNPE (Société Nationale des Poudres et Explosifs) en 1970, une transition qui visait à répondre aux exigences européennes tout en conservant les personnels sous un statut adapté.

Les réorganisations et les fermetures d'usines qui ont suivi la création de la SNPE, ainsi que le démantèlement progressif de la SNPE au début des années 2000, ont abouti à la dispersion de ses activités entre plusieurs sociétés sans liens entre elles, dont Eurenco pour les poudres et explosifs militaires et Ariane Groupe pour la propulsion stratégique.



Alain Darney

La capacité de production actuelle de la France en matière de munitions, exacerbée par la guerre en Ukraine, semble préoccupante pour la sécurité nationale. En effet, la réduction drastique des capacités de production, comme à Bergerac, autrefois capable de produire 5000 tonnes/an de poudres à usage militaire, et aujourd'hui limitée à une capacité de production très limitée.

Alain Darney plaide pour une réflexion sérieuse sur la gestion des stocks de munitions et sur les capacités de production, suggérant que la France aurait dû conserver ses installations en sommeil, prêtes à être réactivées rapidement en cas de besoin, plutôt que de les démanteler ou les fermer, pour éviter les longs délais de remise en marche en situation de crise.

[Poudres et explosifsTélécharger](#)

---

# Hommage à Pierre Mondanel

Category: 1935-1940,1940-1942,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Hommages et discours,Renseignement,Services allemands,Services français  
8 octobre 2025

*Dans le B. L. 77, nous avons rendu compte de la cérémonie au cours de laquelle M. Pierre MONDANEL a reçu les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur. Nous publions ci-dessous le texte de deux discours prononcés à cette occasion.*

Discours de M. Pierre CHENEVIER, Président de la Fédération des Amicales des Réseaux de la France Combattante.

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades,

Votre présence à cette cérémonie est un témoignage de sympathie pour Pierre MONDANEL, qui me fait l'amitié de le recevoir dans un grade supérieur dans l'Ordre National de la Légion d'honneur. En me choisissant, il n'a pas vu en moi, le Président National de la Fédération des Amicales de Réseaux de la France Combattante, mais seulement l'un de ses anciens et proches collaborateurs, témoin privilégié d'une époque encore citée en exemple, à la Sûreté Nationale, même par ceux qui ne l'ont pas vécue, tant elle a marqué cette administration, je veux parler de l'époque MONDANEL.

Pour l'évoquer, je vais m'appuyer sur des notes, en raison de ma crainte de m'embrouiller, au delà des limites acceptables, en fouillant dans mes souvenirs et surtout de mon inaptitude à improviser. Mon cher Ami, vous avez toujours été opposé à la médiocrité d'où qu'elle vienne. Considérant, qu'il ne suffit pas de dire, mais de faire, vous avez fourni la preuve, en bien des circonstances, de votre attachement indéfectible aux principes et aux causes nobles. Ainsi, vous pouvez être fier de votre passé, marqué de tant d'épreuves pénibles, auxquelles vous avez su donner la mesure et faire face, car vous possédez la connaissance des grandes valeurs qui forment les hommes de votre catégorie.

Je vais évoquer succinctement, ce que furent les étapes principales de votre belle carrière administrative.

Le 31 Décembre 1913, alors que vous êtes âgé de 23 ans, et frais émoulu de la Faculté de Droit, vous faites vos débuts à la Sûreté Générale, qui n'était pas encore Nationale. Je passerai sur vos lointaines et premières années qui comprennent la guerre de 14-18, pour arriver de suite à cette période qui fut fertile en événements dramatiques.

Dans le courant de l'année 1933, vous êtes Commissaire Divisionnaire au Contrôle Général des Services de Police Judiciaire qui constituait l'Etat-Major des Brigades Mobiles. Vous avez conscience que cette Direction n'est pas suffisamment structurée. Qu'elle ne possède pas assez de fonctionnaires qualifiés pour faire face à une criminalité déjà grandissante. Mais vos études, vos propositions ne sont pas suivies.

Vers la fin de cette même année 1933 éclate le scandale STAVISKY dont les escroqueries se chiffrent à des sommes considérables. L'une des premières mesures arrêtées en Conseil des Ministres est de vous placer à la tête de ce Contrôle Général. Dans la même heure, vous en remplacez le Chef, et vous mettez immédiatement en application votre plan de réorganisation en créant des sections spécialisées de répression, tant en matière criminelle que financière et économique, et en prélevez les effectifs dans les Brigades Mobiles de PARIS et de Province.

Alors, vous pouvez faire face à la situation, dénouer les intrigues et faire toute la lumière sur les agissements de l'escroc qui avait jusque là obtenu 19 remises successives devant les Tribunaux. Se voyant acculé et ne pouvant plus compter sur ses habituelles protections, STAVISKY s'enfuit. Mais, il est retrouvé au petit village de SERVOZ à 1.800 m. d'altitude, dans une villa, le « VIEUX LOGIS ». Il y attend la venue de l'un de ses complices qui doit lui apporter une importante somme d'argent avant de passer clandestinement en ITALIE. Mais ce sont vos collaborateurs qui sont au rendez-vous ce 8 Janvier 1934. La villa est cernée par les gendarmes. STAVISKY refuse d'ouvrir et un coup de feu retentit. Il vient de se donner la mort.

Les partis hostiles au Gouvernement organisent alors des manifestations dans la rue. Ils ameutent la foule et c'est la marche hurlante sur la Chambre des Députés. C'est l'émeute du 6 Février 1934. Stoïquement, vous faites face à l'orage et vous apprenez ainsi que le haut fonctionnaire ami de la vérité entre facilement en lutte ouverte avec le mensonge, et la calomnie même dans le déchaînement des partis pris. Vous n'êtes pas au bout de vos peines.

Quinze jours plus tard, le 21 Février, on découvre sur la voie ferrée au lieu dit la « COMBE AUX FEES », près de DIJON, le cadavre déchiqueté par un train, d'un homme rapidement identifié. Il s'agit de Monsieur Albert PRINCE, Conseiller à la Cour d'Appel de PARIS, ancien Chef de la Section Financière du Parquet de la Seine. Personne, à ce moment-là, ne sait que le jour même où il est découvert sur la voie ferrée, le Conseiller PRINCE devait être entendu comme témoin par une Commission d'enquête administrative et judiciaire chargée de rechercher les compromissions à l'aide desquelles, pendant plusieurs années, l'escroc STAVISKY avait pu bénéficier de l'impunité. Enfin, après plusieurs semaines d'enquête, vous avez été en mesure d'entériner les efforts de vos collaborateurs qui ont conclu au suicide.

Une certaine presse crie au scandale et veut absolument qu'il y ait eu crime. Une contre-enquête est effectuée par la Préfecture de Police. Ceux qui en sont chargés arrivent aux mêmes conclusions. Monsieur PRINCE avait en effet commis une négligence dans l'affaire STAVISKY, mais il avait un souci de l'honnêteté et de la loyauté poussé aux plus extrêmes limites. Son drame fut celui d'une conscience droite. L'émotion du public est à peine apaisée que se produit l'assassinat à MARSEILLE, le 9 Octobre 1934, du Roi ALEXANDRE DE YOUGOSLAVIE et du Président BARTHOU.

Le régicide est abattu sur place, mais il reste à identifier ses complices, une fois de plus vous intervenez pour centraliser toutes les opérations de police. Il est alors établi que ce crime est l'oeuvre d'une organisation terroriste croate, les « Oustachis ». La preuve est alors faite qu'elle est soutenue par l'Allemagne Hitlérienne et le fascisme italien. C'est tellement vrai, qu'après l'invasion de la YOUGOSLAVIE par les allemands et les italiens en 1941, ANTE PAVELITCH, Chef des Oustachis est nommé par HITLER, Président de la République de Croatie, et il s'empresse de prendre comme Ministre de la Guerre, KVATERNIC, son principal adjoint « oustachi ».

Puis, c'est la Cagoule qui, par la force des événements devient le centre de vos préoccupations. Le public, en réalité, n'en sut jamais grand chose, cependant ce complot avait pour but l'alignement du régime de notre pays sur celui de l'Allemagne et de l'Italie. Les Cagouleurs furent en France les agents les plus efficaces de l'étranger dont ils recevaient argent et armement. Ils se livrèrent à diverses activités criminelles sur notre territoire afin de jeter le trouble dans les esprits et de créer une atmosphère de terreur sociale.

C'est ainsi que vous avez eu à connaître plus particulièrement des assassinats de NAVACHINE, au Bois de Boulogne, de LAETITIA TOUREAUX, dans le métro, des frères ROSSELLI à BAGNOLES-DE-L'ORNE, des attentats par explosifs de la place de l'Etoile et à l'Aérodrome de TOUSSUS-LENOBLE, ainsi que d'autres en Province. La liste est longue. Mais, je ne peux m'empêcher de rappeler que certains de ceux dont vous aviez chargé vos commissaires et inspecteurs d'identifier et d'arrêter, vous les avez retrouvés en 1940, à VICHY, au premier rang de la révolution nationale. Ils tenaient des leviers de commande dans le gouvernement. A noter que le IIIe Reich s'était empressé de faire libérer de prison tous ceux qui avaient été arrêtés.

Le 23 Juin 1941, c'est l'assassinat à MONTELMAR, de Marx DORMOY qui, comme Ministre de l'Intérieur, avait porté de rudes coups à la Cagoule. Grâce aux dispositions immédiatement prises, les trois assassins, ex-cagouleurs, sont arrêtés. Il était temps; car parmi les documents découverts se trouvait la liste d'autres personnalités à abattre. Mais, lors de l'occupation de la zone Sud, GEISLER, le Chef de la Gestapo, en poste à VICHY, s'empresse de faire remettre tout le monde en liberté.

En dehors de ces crimes retentissants, vous avez eu à coiffer bien d'autres affaires judiciaires. C'est encore à vous que revient le mérite d'avoir, grâce à votre organisation, fait détruire les premiers gangs, dits de « traction avant ». Leurs agressions souvent suivies de mort, inquiétaient le public, en raison de leur impunité. Il faut bien admettre que vos activités diverses commençaient à inquiéter l'occupant, car la Gestapo, au mois d'Avril 1942, obtenait que vous soyez relevé de vos fonctions d'Inspecteur Général des Services de Police Criminelle. Ainsi que vous le voyez, Mesdames et Messieurs, la carrière administrative de Pierre MONDANEL fut particulièrement brillante. Elle est restée un exemple pour la Sûreté Nationale.

Après avoir été fait Chevalier de la Légion d'honneur, il a été promu, en 1938, Officier dans le même Ordre, pour services exceptionnels. Son passé de Résistant est pour le moins aussi éloquent. Rien dans son tempérament, dans son caractère ne permettait une autre ligne de conduite que celle qu'il a choisie et poursuivie sans désespérer.

Lors de la défaite, les services centraux de Pierre MONDANEL ont été repliés avec le Gouvernement à VICHY. Dès Septembre 1940, il prend l'initiative d'organiser un groupe clandestin, appelé Section Spéciale, ayant pour mission exclusive de surveiller les Allemands en séjour ou de passage dans la Capitale provisoire et aux environs, ainsi que toutes personnes en relations avec eux. C'est par ce groupe que, pendant près de deux ans, furent surveillés aussi étroitement que possible les diplomates, les journalistes allemands et même les membres de la Gestapo.

Des renseignements précieux furent presque quotidiennement recueillis. Les plus urgents

étaient communiqués directement par Pierre MONDANEL au Colonel PAILLOLE, Chef des Services de Contre-Espionnage qui nous fait l'amitié d'être ce jour parmi nous. Les autres étaient transmis aux Chefs de l'O.R.A. C'est ainsi que certaines conversations secrètes tenues dans son cabinet personnel, par KRUG VON NIDA, Consul d'Allemagne à VICHY, avec d'éminentes personnalités furent aussitôt signalées. Il en fut de même des propos confidentiels émanant de l'entourage de ce diplomate allemand. C'est ainsi que furent connues les intentions d'un Conseiller d'ABETZ d'envoyer des émissaires au TCHAD pour y accomplir la mission que vous pouvez supposer.

Il y eut aussi un code secret de la presse allemande habilement dévoilé. La désorganisation complète au réseau de propagande allemand désigné sous le nom de « RADIO MONDIAL » avec des antennes en SUEDE, à GENEVE, LISBONNE et MONTE-CARLO. Sa mission était d'agir sur l'opinion publique des pays anglo-saxons. Il y eut deux dangereux agents secrets, fraîchement arrivés de BERLIN, qui furent démasqués avant d'avoir pu effectuer leur mission. Il faudrait citer également les nombreuses enquêtes qui se terminèrent par de beaux rapports de recherches infructueuses, toutes les fois qu'il s'agissait de couvrir les services de contre-espionnage ou les réseaux qui se constituaient petit à petit.

Je n'en finirais pas non plus, si je devais énumérer l'action résistante de MONDANEL qui lui a valu deux perquisitions assorties de pillage à son domicile parisien et ici même. Cela lui a coûté seize mois de déportation à BUCHENWALD et à DACHAU et ce qui est infiniment plus triste encore, le décès prématuré de sa femme, à la suite des sévices dont elle a été victime au moment de l'arrestation de notre ami, par la Gestapo. N'oublions pas qu'avant de lui passer les menottes, quatre balles furent tirées dans sa direction, alors qu'il tentait de s'enfuir.

La grande épreuve de l'occupation et les courants « collaborateurs » qui traversèrent notre politique à cette époque trouvèrent Pierre MONDANEL égal à lui-même et fidèle aux grandes consignes de la résistance à l'ennemi. Il a fidèlement servi aux côtés de ses camarades de la guerre engagée contre l'allemand. Pas de défaillance, jamais d'attitude équivoque. Mais, l'acceptation courageuse des tâches qui lui étaient demandées. A VICHY, il a résolument joué sa carrière et aussi sa vie, pour rester dans le rang de ceux qui mettaient la libération du pays au-dessus des ambitions personnelles et des intérêts les plus légitimes. Intransigeant dans son patriotisme, il n'a pas transigé avec le Devoir.

Mesdames, Messieurs, ces dernières appréciations ne sont pas de moi, mais du Général RIVET qui fut le Chef du 2e Bureau de l'Armée Française.

Nommé Directeur au Ministère de l'Intérieur, c'est avec plaisir qu'il vit arriver l'heure de la retraite pour se consacrer à son violon d'Ingres « l'Histoire locale de sa chère Auvergne », qui nous a valu son premier livre :« PONT DU CHATEAU A TRAVERS LES AGES » qui a connu un large succès.

N'allez surtout pas penser qu'au fil des années Pierre MONDANEL a oublié ses anciens collaborateurs ou que ceux-ci l'ont oublié. Il a de l'amitié une conception exigeante et totale qui rend la sienne précieuse à ceux qui l'ont reçue. Depuis son départ à la retraite, il fut convié par ceux-ci à un grand banquet annuel au cours duquel chacun lui manifestait sa sympathie et son attachement. Ces déjeuners amicaux arrivent à s'espacer de plus en plus. L'âge, la maladie, l'éloignement, la disparition de bien des participants en sont l'unique raison. Tous n'ont pas, il s'en faut, le dynamisme, la verdeur de leur grand ancien, qui ne m'en voudra pas

de vous rappeler que, le mois dernier, il a franchi allègrement le cap de sa 83<sup>em</sup> année.

---

## **Le service secret action en Indochine**

Category: Asie Pacifique, Extraits de bulletin, Guerre d'Indochine (1946-1954), Services français  
8 octobre 2025

***Par le colonel Jean Deuve***

*ancien chef de groupement franco-lao « Yseult »*

Qui mieux que nombre des membres de notre Association pourrait apporter le témoignage d'événements vécus ou le fruit de leurs recherches: cette rubrique leur est ouverte sans exclure évidemment les signatures qui voudront bien nous confier leurs travaux.

### **LE RÉTABLISSEMENT DE L'AUTORITÉ FRANÇAISE AU LAOS**

La situation au 1<sup>er</sup> août 1945

Au 1<sup>er</sup> août 1945, vivent dans les profondes forêts du Laos 200 Européens et 300 autochtones, ressortissant de la « Force 136 » britannique des Indes (Service Secret d'Action) et de la représentation locale de la Direction Générale des Etudes et Recherches (Colonel Roos), basée à Calcutta.

Ces groupes sont formés des membres du Service d'Action Secrète (S.A.S.) intégrés dans la " Force 136 " britannique, de membres de la D.G.E.R. venant de France récemment, de personnel, européen et autochtone, civil et militaire, d'anciens de l'armée ou de l'administration d'Indochine, échappés aux Japonais, enfin, de volontaires lao.

En dehors du Laos, et à l'exception d'un petit groupe de marins et de coloniaux qui, basés en Chine, se livrent à un harcèlement naval du trafic côtier nippon, il n'y a aucune résistance dans les autres pays d'Indochine.

Ces groupes du Laos ont survécu aux campagnes d'anéantissement japonaises et, malgré les difficultés de la vie en jungle en saison des pluies, d'un ravitaillement souvent aléatoire, de l'incessante pression des troupes nipponnes, grâce aussi à la complicité générale des populations lao, remplissent les missions qui leur ont été confiées: - maintenir une présence française - renseigner le gouvernement français et le South East Asia Command - préparer la reprise de l'action pour octobre, à la fin de la saison des pluies.

Les pays qui constituaient la Fédération Indochinoise (Empire d'Annam et du Tonkin, colonie de Cochinchine, Royaumes du Laos et du Cambodge) ont été déclarés indépendants par les Japonais, mais cette indépendance ne s'est pas concrétisée. Les gouvernements se sont contentés de survivre, de gérer leurs besoins essentiels et de faire, plus ou moins, fonctionner leurs services publics.

Il n'existe aucun mouvement d'indépendance populaire, sauf au nord-Tonkin, où le Parti Communiste indochinois, de ses bases de Chine, a lancé une " Ligue pour l'Indépendance du Vietnam " (Vietnam Doc Lap Dong Minh, dit Vietminh). Cette ligue a profité de la naïveté américaine pour obtenir des armes sous le fallacieux prétexte de combattre les Japonais.

L'articulation générale de la résistance au Laos comprend des groupements, des sous-groupements et des groupes:

- Au nord, le groupement Imfeld (S.A.S.), implanté entre Louang-Prabang et la frontière de Chine, comprend trois sous-groupements Mollo (S.A.S.), Rottier (Indochine) et Baudouard (Indochine). En tout, il compte 52 Français et cinq postes radios E.R.

- Plus à l'est, Guilliod, avec ses groupes Petit et Heymonet, tient le massif du Phou Loï, à 100 kilomètres au nord de Xieng-Khouang. Le groupe Mutin (D.G.E.R.) séjourne à côté. En tout: 34 Français et 3 postes radios E.R. Zone d'action: Samneua.

- Au sud-est, Bichelot (D.G.E.R.), tout près de Xieng-Khouang, dispose de deux postes. Il tient la région Méo. Le groupement Fabre (S.A.S.) avec deux sous groupements, le sien et le sous-groupement Deuve (S.A.S.) qui va devenir groupement et qui comporte les groupes Picot (S.A.S.), Lemal (Indochine) et Etchart (D.G.E.R.).

- Fabre est au nord-est de Paksane, en instance de mouvement vers Vientiane, la capitale du Laos. Il commande 26 Français et dispose d'un seul poste. Deuve, avec un poste, tient le nord de la province de Paksane. Il n'a que 5 Français avec lui pour un territoire égal à la moitié de la Normandie. A l'est de Paksane, le groupement de Wavrant (D.G.E.R.) tient la région Khamkeut-Napé, en tout 12 Français et 2 postes. Le groupement Legrand (L'Helgouach, D.G.E.R.), avec une soixantaine de Français et 2 postes, tient le sud et le moyen Laos.

### **La confusion et le désordre**

L'usure due à la vie en jungle, aux conditions atmosphériques, aux incessantes pérégrinations en montagne, les combats, les difficultés des parachutages ont réduit considérablement la dotation de matériel en bon état et les groupes ont besoin de recevoir armes, munitions, médicaments, explosifs, vêtements.

Le 13 août, les groupes tapis dans la jungle apprennent que des négociations sont en cours entre les Japonais et les Alliés. Le soir, un message de la « Force 136 » invite les groupes à se préparer à recevoir la reddition des troupes japonaises et à réoccuper tous les centres administratifs.

Les 15 et 16, nouvelles instructions : libérer les prisonniers et maintenir l'ordre. Le 16 au soir, arrive l'ordre formel d'occuper les centres administratifs au nom de la France...

Puis le ton des messages change. Le 19, on informe les groupes que les autorités nipponnes restent responsables du maintien de l'ordre et qu'il n'est plus question de recevoir leur reddition. En conséquence, on ne doit occuper les centres qu'au départ des Japonais! Le 19 au soir, arrive l'ordre d'arrêter toute opération contre les Nippons, sauf pour se défendre.

Les jours suivants, on apprend que les Américains s'opposent aux parachutages de la « Force 136 », car l'Indochine du nord est dans leur zone. On invite les groupes à engager des négociations locales avec les Japonais pour qu'ils passent aux guérillas les pouvoirs de police et d'administration... « en sachant qu'il y a de fortes chances que les Japonais ne reconnaissent pas le caractère sacré des parlementaires ». On apprend que le Vietminh, profitant du vide administratif existant au Vietnam et de l'aide active des Japonais, est en train de prendre le pouvoir avec des méthodes énergiques.

Le 30 août, on est informé que la Conférence de Postdam (où la France a été absente) a désigné les Chinois pour désarmer les Japonais du nord de l'Indochine.

L'instruction reçue des autorités françaises en Extrême-Orient est claire : il faut que les groupes évitent tout incident avec les Chinois...mais il faut protéger les intérêts essentiels de la France! Les directives reçues en ce qui concerne le Vietminh ne sont pas moins nettes : ne pas chercher à s'imposer face à un comité révolutionnaire vietnamien...mais assurer le maintien de l'ordre si ce comité causes des incidents.

A 3.000 kilomètres de distance des bases, devant des ordres aussi contradictoires, chacun va agir selon son tempérament, ses moyens, son armement et l'adversaire, et fera de son mieux.

Le Vietminh envoie des meneurs pour organiser dans les nombreuses communautés vietnamiennes du Laos des comités révolutionnaires, dont la mission est de s'opposer au retour des Français et de transformer le Laos en satellite du Vietminh.

### **La réoccupation des centres et les combats meurtriers (15 août - 15 septembre 1945)**

Le 16e parallèle coupe l'Indochine en deux. Seul le sud du Laos est dans la zone de désarmement britannique.

Le groupement L'Helgouach réoccupe Paksé, Saravane et Attopeu sans la moindre difficulté, les troupes japonaises se mettant à ses ordres.

Le 14 septembre, le drapeau français flotte sur tout le sud Laos et les services sont remis en place.

Au nord du 16e parallèle, la situation est toute différente, car les comités Vietminh sont organisés dans les communautés vietnamiennes, c'est-à-dire, dans tous les centres du Laos... et les Chinois commencent à déferler.

A Louang Prabang, la ville royale, les Japonais arment le comité Vietminh que des meneurs venus du Tonkin excitent contre la France.

Imfeld, nommé Commissaire de la République, arrive dans la capitale royale le 29 août avec les groupes Tual (S.A.S.) et Berthier (S.A.S.). Le roi confirme le maintien du Protectorat Français et proclame la nullité de l'indépendance accordée par les Nippons.

Le 1er septembre, Brasart (S.A.S.), se dirigeant vers Muong Sing, se heurte aux premiers éléments chinois qui viennent de franchir la frontière (93e division indépendante).

Les Chinois décrètent le rattachement de l'extrême nord-lao à la Chine, donnent l'ordre aux fonctionnaires locaux de ne pas obéir aux Français, à qui ils refusent, non seulement le droit d'être en Indochine, mais même la qualité d'alliés. Ils occupent tous les centres des provinces du nord et en chassent, manu militari, les faibles groupes franco-lao qui viennent de les réoccuper.

Rottier après être entré à Muong Saï le 26 août va renforcer Imfeld à Louang Prabang. Le 15 septembre, ces deux officiers sont désarmés de force par les Chinois. Baudouard, qui avait reçu mission de réoccuper Phongsaly, y est devancé par l'armée chinoise.

La capitale administrative du Laos, Vientiane, la ville du santal, a une forte communauté vietnamienne qui, dès la capitulation nipponne, est organisée par des meneurs venus du Siam, où existe une forte implantation du Parti Communiste Indochinois.

Les Japonais quittent la ville le 4 septembre. Fabre, accompagné de quatre groupes, entre sur leurs talons. Il n'y a pas une heure qu'il est là que les premières manifestations sont organisées par les Vietminh. Le 8, des officiers américains de l'Office of Strategic Services (O.S.S.) promettent aux autorités locales lao qu'ils s'opposeront au retour des Français.

Cette intervention accélère l'agitation vietnamienne. Des agents siamois ajoutent le trouble dans les populations et les administrations lao. Les révolutionnaires font le blocus de Fabre et de ses hommes, les empêchant de recevoir le moindre ravitaillement. Fabre réussit cependant, avec l'aide des officiers de la « Force 136 » du Siam à évacuer la population civile française retenue en otage par les Vietminh, 55 femmes, 46 hommes et 58 enfants, puis il renvoie à l'extérieur ses guérillas et reste, seul, avec quelques hommes.

Les Vietminh promènent sous ses fenêtres les têtes coupées de quelques Français ou métis capturés par les révolutionnaires... Deuve occupe Paksane le 14 en débarquant par pirogue en arrière du comité révolutionnaire avec les groupes Picot et Etchart (24 hommes). De Wavrant s'installe à Napé le 6 septembre (8 Français et 15 Indochinois). Ils sont violemment attaqués les 7 et 8 par des Vietminh et des Japonais venus du Vietnam proche. De Wavrant, un de ses officiers et 7 de ses hommes sont tués. On ne peut tenir Napé. Le 9 septembre, Gasset, un sous-officier et 6 chasseurs lao arrivent aux mines d'étain de Boneng, où les Japonais viennent de massacrer des femmes et des enfants français et où plusieurs familles françaises sont détenues en otage par les Vietminh. Le 10, Gasset est attaqué par 150 Vietminh et Japonais. Il tient jusqu'à l'arrivée d'un officier de la « Force 136 » du Siam qui intime aux Nippons de décrocher et de libérer les otages.

Dans le Moyen-Laos, les deux villes de Thakhek et de Savaninakhet sont bourrées de Japonais qui aident les Vietminh à organiser d'importantes unités avec des renforts venus du Vietnam et des volontaires recrutés au Siam. Tavernier occupe les centres de la province de Thakhek, mais ne peut prétendre s'imposer dans la ville. Quinquenel a le même problème devant Savannakhet où les Japonais sont encore plus de 1.000 le 10 septembre et où des unités Vietminh venues du Vietnam ont pris le pouvoir. Ses groupes occupent les centres de la province, sauf Sepone, à l'est, trop près de la frontière vietnamienne, d'où viennent des troupes bien armées.

Ainsi, en un mois, sauf l'extrême nord, Thakhek, Savannakhet et Sepone, 500 guérilleros franco-lao ont repris le contrôle d'un pays de 230. 000 kilomètres carrés (presque la moitié de

la France) en dépit des Japonais, des Chinois et des Vietminh, malgré l'hostilité de fait des Américains qui font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les Français de revenir en Indochine.

### **Les Chinois - Le retour en jungle (15 septembre 1945 à mai 1946)**

Les Chinois entrés par le nord Laos et par le Tonkin en fin août 1945 déferlent maintenant partout. Si les campagnes continuent d'être tenues par les franco-lao, les villes vont être, presque toutes, occupées par des troupes chinoises, Vietminh, siamoises.

L'élite lao s'engage aux côtés du Roi et de la France, mais les Chinois poussent à la création le 12 octobre d'un mouvement s'opposant au retour des Français, le Laos Libre (Lao Issala), assuré également d'un appui par des officiers de l'O.S.S. américain.

Ce mouvement, immédiatement infiltré par les Vietminh, n'existe que là où il y a des soldats chinois pour le défendre. Au 15 septembre, tout l'extrême nord du pays est occupé et annexé par les Chinois, sauf deux îlots qui tiennent malgré la pression ennemie.

Le 23 septembre, Imfeld et ses cadres sont encerclés par les troupes de la 93e division chinoise et menacés de mort, s'ils ne désarment par leurs propres groupes. Le Roi lui-même est sommé de proclamer l'indépendance du Laos et de rejeter le Protectorat français. Ce qu'il refuse de faire. Il est alors tenu prisonnier et empêché de tout contact extérieur, notamment avec les Français.

Imfeld fait discrètement partir ses groupes, de nuit, et reste seul avec une poignée de ses hommes. Le 4 novembre, des troupes Lao Issala et Vietminh, renforcées de Chinois, renversent le Roi.

Le 22 décembre, les révolutionnaires envahissent le casernement français et cassent tout. Le 31, à l'issue d'une manifestation encore plus violente, Imfeld décide d'évacuer. C'est fait le 4 janvier 1946. Le Roi et sa famille sont prisonniers des révolutionnaires.

A Vientiane, la situation évolue pareillement. Fabre, bien qu'ayant un bras cassé, tient au maximum, mais privé de ravitaillement, menacé journalièrement dans sa vie, il reçoit, le 20 novembre, l'ordre d'évacuer. A Paksane, Deuve est attaqué par le comité Vietminh dès le 15 septembre, mais il tient.

Le 5 octobre, les Chinois débarquent. Devant leurs menaces et ne voulant pas risquer de se faire désarmer, Deuve évacue la ville, fait croire qu'il quitte la région, rassemble secrètement ses groupes et, le 12 octobre, au soir, rentre par surprise, tue 26 membres du comité Vietminh, met en fuite les survivants et fait savoir aux Chinois, qu'il coulera leurs chalands s'ils viennent.

Ils arrivent le 25. Deuve fait venir tout son groupement renforcé des groupes revenus de Napé. Les Chinois n'osent pas débarquer. A Xieng-Khouang, Bichelot, durement attaqué et blessé, doit évacuer la ville, qu'il reprendra en janvier 1946.

### **Le Laos libéré**

Tout le nord-Laos, sauf Paksane, est sous la domination des Chinois, des Vietminh et des Lao

Issala. Toute la campagne est aux mains des franco-lao qui reçoivent des renforts et des volontaires lao en grand nombre. Les groupes de guérillas deviennent des compagnies et des bataillons.

C'est le retour en jungle, fort différent du séjour durant l'occupation japonaise, ponctué de coups de main, d'attaques, d'embuscades, de menaces. On se bat contre les Chinois et contre les Vietminh.

Mais les franco-lao sont comme « des poissons dans l'eau ». Tenant la brousse, ils tiennent le ravitaillement des villes qui sont, en fait assiégées.

La D.G.E.R. a passé la main : c'est un commandement militaire qui dirige les opérations, les « Forces du Laos ».

Avec l'aide de deux commandos du Corps Léger N° 2, d'un escadron d'autos-mitrailleuses, les unités des « Forces du Laos », directement issues des guérillas et encore, pour la plupart, commandées par ceux qui menaient cette résistance, à partir du début 1946, reprennent les villes, chassent les Chinois et les Vietminh.

Savannakhet et Thakhek sont réoccupées en mars, Vientiane le 25 avril, Louang-Prabang le 13 mai. Le Roi est rétabli sur son trône. Le Laos est libre de tout adversaire.

Les débris de ce qui reste du Lao Issala, pris en main par le Parti Communiste Indochinois, formeront les futurs cadres du Parti Communiste Lao. Ce qui reste des comités Vietminh, repliés au Siam et au Vietnam, continueront à fomenter la subversion au Laos dans le cadre de la guerre d'Indochine.

Le rôle des services spéciaux reprend son aspect classique, mais ce sont eux, avec l'aide de leurs camarades de l'ancienne armée d'Indochine, qui ont mené cette folle épopée au Laos et ont conservé, à l'époque, le Laos à la France.